

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 FÉVRIER 1923.

Projet de loi

portant approbation des conventions concernant respectivement l'âge d'admission des enfants aux travaux industriels, le travail de nuit des enfants dans l'industrie et le travail de nuit des femmes, élaborées à Washington par la Conférence internationale du Travail et signées à Paris, le 24 janvier 1921, par la Belgique et la France.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation est la reproduction, au moins partielle, de la proposition présentée par le Gouvernement le 16 mars 1921 et qui est devenue caduque par suite de la dissolution des Chambres.

Cette proposition tendait à la ratification des six projets de Conventions adoptés par la Conférence Internationale du Travail de Washington, concernant respectivement :

- 1° La limitation à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine de la durée du travail dans les établissements industriels ;
- 2° L'âge d'admission des enfants au travail industriel ;
- 3° Le travail de nuit des enfants dans l'industrie ;
- 4° Le travail de nuit des femmes ;
- 5° Le travail des femmes avant et après leur accouchement ;
- 6° Le chômage et le placement.

Le projet de loi déposé le 16 mars 1921 fut examiné par la Chambre en Sections et en Section centrale et fit l'objet d'un très intéressant rapport dû à la plume de M. Heyman. Nous nous permettrons, dans le présent exposé, de faire plus d'un emprunt à ce document.

JOURNÉE DE HUIT HEURES.

L'origine du projet de convention relatif à la journée de huit heures se trouve dans l'article 426 du Traité de Versailles, qui décide qu'en tête de l'ordre du jour

de la première session de la Conférence Internationale du Travail figurera « l'application du principe de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures ».

On se le rappellera, la première session de la Conférence Internationale du Travail eut lieu à Washington, du 29 octobre au 29 novembre 1919; elle aboutit à l'adoption des six projets de conventions que nous avons énumérées.

Après avoir fait remarquer que le champ d'application de notre loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures est plus étendu que celui du projet de convention signé à Washington concernant le même objet, M. Heyman conclut en ces termes :

« La loi belge a donc un champ d'action plus vaste que la convention de Washington. C'est en raison de ce fait, comme à raison de leur minime importance, qu'il est permis de ne pas s'attarder aux différences infimes qui, à quelques rares occasions, apparaissent entre la loi du 14 juin 1921 et la Convention-type. La Chambre et le Sénat les ont longuement discutées et l'accord s'étant finalement établi entre les deux assemblées, il n'y a pas lieu de signaler ces divergences légères que pour mémoire. Somme toute, la législation belge a consacré tous les principes contenus dans la convention de Washington, et on a même été au delà. »

Cela étant, il semblait, à première vue, que rien ne s'opposât à la ratification du projet de convention relatif à la journée de huit heures. Ce projet avait été adopté par la Conférence à la majorité de 83 voix contre 2. En présence de cette énorme majorité, on pouvait supposer que la réforme allait s'étendre rapidement à tous les pays industriels et qu'ainsi disparaîtrait la principale objection à laquelle elle s'était heurtée jusque là, à savoir la difficulté de lutter sur le terrain de la concurrence internationale, lorsque dans certains pays producteurs les employeurs restent libres de faire travailler les ouvriers plus longtemps.

Cette impression optimiste fut malheureusement de courte durée.

Voici comment le Directeur du Bureau International du Travail, M. Albert Thomas, s'exprimait à cet égard dans le premier numéro de la *Revue Internationale du Travail* :

« Une année à peine s'est écoulée, que déjà l'organisation internationale du Travail a pu éprouver les résistances qu'elle doit rencontrer, mesurer le développement des hostilités possibles et peut-être prévoir une limite temporaire aux nobles espérances qui ont été placées en elle ».

Et plus loin :

« A l'avance, il était facile de prévoir que les ratifications des projets de conventions et l'application des recommandations par des mesures nationales seraient retardées et entravées par des lenteurs de bureaucratie, par des torpeurs de l'opinion publique, par l'indifférence des hommes d'Etat préoccupés par les luttes quotidiennes des partis ou par les exigences immédiates de la vie nationale.

« Il n'y a aucun doute que, depuis un an, le mouvement universel — et, semblait-il irrésistible! — en faveur des huit heures s'est ralenti. Des campagnes publiques ont été menées. La peur de la sous-production et la grève des consommateurs en face des hauts prix ont été exploités contre la réforme. Les dépôts

» de projets de loi ont été suspendus : la ratification de la Convention qui
 » semblait devoir être dans certains Etats une pure formalité, a été retardée.
 » Certains, en dépit du vote de leurs délégués, se sont déclarés hostiles à la
 » ratification ».

Au sujet de l'état des ratifications, le rapport de M. Heyman contient le tableau suivant :

Pays où un projet de ratification des Conventions de Washington

est en préparation :	a été déposé devant le Parlement :	a été adopté :	a été rejeté :
—	—	—	—
Allemagne (La Commission sociale du Conseil Économique Fédéral recommande la ratification sous réserve que les autres États en fassent autant)	Autriche. (Sauf celles relatives au travail des enfants dans l'industrie et des femmes avant et après l'accouchement.)	Grèce (juillet 1920). Tchéco-Slovaquie (24 février 1921). Roumanie (27 avril 1921 — dans les deux Chambres.)	Suisse. Suède.
Espagne.	Belgique.		
Finlande.	France.		
Japon.	Italie.		
Argentine.	Danemark.		
	Finlande (pour le chômage seul).		
	Indes.		
	Norwège.		
	Nouvelle-Zélande.		

Ce tableau ne manqua pas d'éveiller au sein de la Section centrale de la Chambre certaines appréhensions dont M. Heyman se fit l'écho :

« Aussi bien, dit-il, la décision que nous sommes appelés à prendre, ne souffrirait-elle que peu de difficultés si les dispositions que nous constatons dans notre pays étaient partagées, nous ne disons pas par l'unanimité des concurrents que nous rencontrons sur les marchés extérieurs, mais du moins par une notable partie de ceux-ci.

» Mais comme M. Albert Thomas l'a constaté lui-même, un sentiment de réaction semble l'emporter aujourd'hui. Sans nous laisser entraîner à sa suite, nous avons pour devoir de tenir compte de ce sentiment et de ne pas nous livrer, pieds et poings liés, lorsque nos plus redoutables concurrents laissent entendre qu'ils prétendent conserver leur liberté ».

La conclusion, d'après M. Heyman, c'est que des réserves s'imposent en ce qui concerne la ratification du projet de convention relatif à la journée de huit heures.

Après avoir observé que les raisons invoquées par les pays qui n'ont pas ratifié ce projet, semblent peu péremptoires, attendu qu'elles pourraient être alléguées au même titre par la Belgique où néanmoins les Chambres ont voté la loi du 14 juin 1921, M. Heyman continue comme suit :

« Mais la raison de notre attitude expectante n'est pas là.

» Elle réside dans le fait qu'après avoir ratifié la convention, nous nous trouverons liés par elle pendant onze ans; que pendant ce temps, nous n'aurons

» plus la liberté de modifier quoique ce soit des dispositions légales, même si nos
» concurrents s'abstiennent de voter une loi conforme à la convention, ou si cette
» loi ne s'applique qu'à un nombre restreint d'établissements ou encore si son
» application laisse à désirer.

» Avant de prendre l'engagement qu'on lui demande, la Belgique a le droit de
» s'enquérir des dispositions des pays étrangers.

» Ces dispositions sont tout au moins douteuses. Une voix autorisée l'a reconnu
» avant nous et les faits apportent une éclatante confirmation à cette opinion.

» Nous estimons, d'autre part, qu'il est de notre devoir d'éclairer sincèrement
» la classe ouvrière, sur les conséquences que pourraient avoir la signature par la
» Belgique de la Convention de Washington sur les huit heures, sans que nous
» n'ayons la certitude que les autres pays ne signent.

» Nous devons dire à nos ouvriers :

» Notre loi nationale de huit heures entrera en vigueur le 1^{er} octobre prochain.

» Pour ce qui concerne la Convention de Washington, nous constatons que les
» grands pays producteurs qui sont nos concurrents sur les marchés internatio-
» naux, n'ont pas encore signé cette Convention, et il n'apparaît pas qu'ils soient
» disposés à le faire immédiatement.

» En signant seul, ou presque seul, il pourrait s'en résulter que nous soyons
» placés dans une situation manifeste d'infériorité vis-à-vis de nos concurrent
» sur les marchés internationaux. Or, vous n'ignorez pas, mes amis, que la Bel-
» gique est surtout et entre tous, un pays d'exportation. Nous mettre dans la
» situation d'infériorité dont je parle ci-dessus, serait nous exposer à être sup-
» plantés sur les marchés internationaux. En dernière analyse ce serait en grande
» partie la ruine de nos industries entraînant inévitablement notre propre ruine.

» La conséquence dernière serait l'exode forcée pour une partie de notre classe
» ouvrière.

» Votre Section centrale ainsi que votre rapporteur ont conscience de la respon-
» sabilité qu'ils assument en cette matière.

» Ils ne comptent pas s'y soustraire.

» Nous ne proposons pas à la Chambre d'émettre un vote hostile à la Convention
» des huit heures.

» Nous lui demandons, au contraire, de marquer nettement son désir de
» pouvoir signer au plus tôt cette Convention.

» Mais nous demandons à la Chambre de suspendre sa propre décision jusqu'au
» moment où nous connaissons les décisions prises par les grandes nations pro-
» ductrices et concurrentes qui nous entourent et notamment la France, l'Angle-
» terre, l'Allemagne et l'Italie.

» Comme nous le disons plus haut, une nouvelle conférence internationale du
» Travail appelée à élaborer une nouvelle convention sur la matière est en pers-
» pective.

» Nous exprimons le vif désir que cette nouvelle conférence puisse aboutir à
» ce résultat : que tous les pays producteurs de l'Europe s'engagent à signer
» simultanément la Convention des huit heures. Ce jour la Belgique sera aux
» côtés des signataires.

» A l'égard de sa population ouvrière, si laborieuse, si disciplinée, si coura-

» geuse, la Belgique a rempli son devoir. La loi des huit heures existe, elle sera
» appliquée.

» Faut-il aller plus loin et nous engager à ne pas toucher à la loi, pendant
» onze ans, même si les autres pays rejettent la loi des huit heures ou n'appli-
» quent les principes votés à Washington qu'avec des réticences, des tempéra-
» ments, des restrictions qui nous placeront en flagrant état d'infériorité ?

» Le bon sens suffit à donner la réponse à cette question.

» Nous ne demandons pas mieux que de prendre cet engagement, mais à la
» condition que nous ne soyons pas le seul pays à le souscrire et à le garder.

« Nous souhaitons que l'heure ne tarde pas à sonner où nous pourrons, sans
» arrière-pensée, ratifier la Convention de huit heures comme, dès à présent,
» nous ratifions les cinq autres. »

Voilà donc le point de vue auquel s'est placée la Section centrale. Le Gouver-
nement hésite d'autant moins à s'y rallier que depuis lors les dispositions de la
plupart des pays industriels sont loin d'être devenues encourageantes.

Actuellement, il est vrai, cinq pays au lieu de trois ont ratifié le projet de con-
vention relative à la journée de huit heures, la Bulgarie et l'Inde étant venues
s'ajouter à la Grèce, la Roumanie et la Tchéco-Slovaquie. Mais il est à remarquer
que l'Inde bénéficie d'un régime exceptionnel, puisque les ouvriers pourront y être
occupés pendant soixante heures par semaine, du moins à titre provisoire, en
attendant qu'une limitation plus étroite ait été arrêtée dans une prochaine session
de la Conférence Internationale du Travail. Un traitement de faveur a également
été admis au profit de la Roumanie et de la Grèce. En Roumanie, l'entrée en
vigueur de la Convention est retardée de trois ans ; en Grèce, le délai consenti est
de deux ans pour certaines industries et de trois ans pour d'autres.

Quoi qu'il en soit, nos principaux concurrents : Angleterre, Allemagne,
France, Italie, États-Unis, paraissent peu disposés à signer des engagements de
relativement longue durée en ce qui concerne la journée de huit heures. Là où un
projet de ratification avait été présenté au Parlement ou simplement préparé, on
hésite visiblement à persévérer dans cette voie.

Dans ces conditions, l'expectative nous paraît plus que jamais être de rigueur
et nous proposons formellement de remettre la ratification du projet de conven-
tion sur la durée du travail des adultes à des temps plus favorables.

* * *

Mais si la Section centrale considérait comme inopportune ou plutôt comme
prématurée, la ratification du projet de Convention relatif à la journée de huit
heures, elle estimait par contre, qu'il convenait d'approuver sans réserve les cinq
autres projets de Convention.

Bien que la proposition de ratifier ces derniers accords émane originairement
de l'initiative du Gouvernement, nous pensons que la Chambre aurait tort d'aller
aussi loin, du moins pour le moment. Comme nous l'avons fait remarquer,
l'attitude des principaux pays industriels envers l'œuvre de la Conférence Inter-
nationale du Travail de Washington est loin d'être devenue plus encourageante
depuis le dépôt du premier projet de ratification. Les hésitations -- pour ne pas
dire plus -- manifestées à ce moment se sont, au contraire, tellement précisées

qu'aujourd'hui la prudence conseille, semble-t-il, de n'approuver que les seuls projets de Convention qui soient en harmonie avec notre législation nationale. Ces projets de Convention sont au nombre de trois et concernent respectivement :

- l'âge d'admission des enfants au travail industriel ;
- le travail de nuit des enfants dans l'industrie ;
- le travail de nuit des femmes.

Les défenses énoncées dans ces trois projets de Convention sont déjà, en Belgique, consacrées par la loi sur le travail des femmes et des enfants, modifiée par l'article 31 de la loi du 14 juin 1921 sur la journée de huit heures et la semaine de quarante huit heures. La ratification des accords en question n'aura donc pour effet d'imposer aucune restriction ou entrave nouvelle à notre industrie.

D'un autre côté, nous estimons que la crainte de nous lier les mains ne doit pas, ici, nous arrêter.

Il s'agit, en effet, de mesures qui intéressent l'avenir de la race, puisqu'elles tendent à sauvegarder la santé et le développement normal de nos jeunes ouvriers et de nos ouvrières. Il est aussi à remarquer que si certaines répercussions sont possibles sur le terrain de la concurrence internationale, elles ne seront certainement pas assez graves pour gêner sérieusement notre industrie. Enfin, il ressort clairement des tableaux reproduits plus loin que, chez mainte nation industrielle, la tendance à ne pas ratifier les projets de Convention votés à Washington ne s'étend pas aux trois accords dont il s'agit.

AGE D'ADMISSION DES ENFANTS AU TRAVAIL INDUSTRIEL.

Aux termes du projet de Convention internationale soumis à l'approbation de la Chambre, l'âge d'admission des enfants au travail industriel est fixé à 14 ans.

Cette limite se trouvait déjà consacrée par notre loi du 26 mai 1914 sur le travail des femmes et des enfants dans l'industrie. Toutefois, le législateur l'avait abaissée à 13 ans pour les enfants porteurs d'un certificat d'études délivré conformément à la loi sur l'instruction obligatoire. Cette restriction fut supprimée par la loi du 14 juin 1921, instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures; si bien qu'actuellement notre loi sur le travail des femmes et des enfants est en parfaite concordance, à ce point de vue, avec le projet de Convention.

Voici, d'autre part, où en est, dans les divers pays, la ratification de ce projet :

Pays où la ratification de la Convention de Washington sur l'âge d'admission des enfants au travail industriel

a été votée,	a été autorisée par le Parlement,	est proposée au Parlement.
Bulgarie	Danemark	Allemagne
Grande-Bretagne	Finlande	Argentine
Grèce	Pays-Bas	Belgique
Roumanie		Brésil
Suisse		Chili
Tchéco-Slovaquie		Espagne
		Esthonie
		France
		Pologne

TRAVAIL DE NUIT DES ENFANTS DANS L'INDUSTRIE.

D'après la loi du 26 mai 1914 sur le travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels, il y avait interdiction d'employer la nuit les enfants et les adolescents jusqu'à l'âge de 16 ans. Cette limite fut portée à 18 ans par la loi du 14 juin 1921 sur la journée de huit heures, dont l'article 7 porte :

« Le travail de nuit est interdit... aux garçons de moins de 18 ans, sous réserve des résolutions à prendre éventuellement par la Conférence Internationale du Travail de 1921, *en exécution des propositions dont avait été saisie celle de Washington.* »

La finale du texte ci-dessus fait allusion à la résolution suivante adoptée par la Conférence de Washington :

« Les clauses de la présente Convention entreront en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet 1922.

» Dans son application aux régions dévastées par la guerre et dans lesquelles le travail a été interrompu pendant une longue période, par suite de l'occupation par les armées, l'interdiction du travail de nuit pour les adolescents entre 14 et 16 ans prévue par cette Convention *est renvoyée pour discussion finale à la Conférence internationale de 1921.* »

A la suite de ce renvoi, la Conférence Internationale du Travail qui se réunit à Genève en 1921, examina la question et décida d'inviter le Gouvernement Belge à appliquer les dispositions du projet de Convention relatif au travail de nuit des enfants et des adolescents « dans le plus court délai possible, *au plus tard le 31 décembre 1923* ».

Il en résulte qu'en ratifiant ce projet de Convention, nous ne nous obligeons à interdire qu'à partir du 31 décembre 1923 le travail de nuit aux garçons de moins de 18 ans.

Autre remarque. D'après la loi du 26 mai 1914 sur le travail des femmes et des enfants, un arrêté royal pouvait autoriser les chefs d'entreprises à occuper des adolescents, à partir de l'âge de 14 ans, la nuit, à des travaux qui, en raison de leur nature ne peuvent être interrompus. La loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures reconnut au Roi la même faculté, mais seulement pour les garçons âgés de plus de 16 ans. En outre, la prérogative ne fut maintenue qu'en ce qui concerne certaines industries énumérées dans le texte. Grâce à ces modifications, l'article 10 de notre loi sur le Travail des femmes et des enfants se trouve en complète harmonie avec l'article 2 du projet de Convention.

On peut en dire autant de la disposition de notre loi sur le travail des femmes et des enfants qui permet aux chefs d'entreprise d'occuper les adolescents, la nuit, en cas de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles. En portant de 14 à 16 ans l'âge à partir duquel les chefs d'entreprise jouissent de cette faculté, la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures a rendu notre loi sur le travail des femmes et des enfants et le projet de Convention parfaitement concordants.

Ici encore, par conséquent, la ratification de la Convention adoptée à Washington ne fera, somme toute, que consacrer et consolider une situation de droit qui,

en réalité, existe depuis la promulgation de la loi du 14 juin 1921 sur la journée de travail des ouvriers adultes.

Le tableau ci-dessous renseignera la Chambre au sujet de la situation dans laquelle se trouvent les divers pays au point de vue ratification de la Convention dont il s'agit :

*Pays où la ratification de la Convention de Washington relative
au travail de nuit des enfants dans l'industrie :*

A été votée.	A été autorisée par le Gouvernement.	Est proposée au Parlement.
Bulgarie.	Danemark.	Allemagne.
Grande-Bretagne.	Finlande.	Argentine.
Grèce.	Pays-Bas.	Autriche.
Inde.		Belgique.
Italie.		Brésil.
Roumanie.		Chili.
Suisse.		Espagne.
		Esthonie.
		France.
		Pologne.
		Tchéco-Slovaquie.

TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES.

Pour ce qui regarde le travail de nuit des femmes, le projet de Convention élaboré à Washington n'est, en réalité, que la confirmation de la Convention internationale conclue à Berne le 26 septembre 1906, Convention qui fut ratifiée par la Belgique le 20 juin 1908.

La réglementation stipulée par la Convention internationale de Berne a été introduite dans notre législation par la loi du 10 août 1911 et incorporée dans notre loi sur le travail des femmes et des enfants par l'arrêté royal de coordination du 28 février 1919. Il est cependant à remarquer que la Convention de Berne ne concernait que les établissements industriels comptant plus de dix ouvriers ou ouvrières, tandis que la même restriction ne figure pas dans notre loi du 10 août 1911, puisque, d'après son texte, celle-ci s'applique non seulement aux entreprises industrielles où sont occupés plus de dix ouvriers ou ouvrières, mais encore à « tous les établissements soumis à la loi du 13 décembre 1889, concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants ».

La restriction dont il s'agit n'existe pas davantage dans le projet de Convention adopté à Washington. C'est dire qu'il n'y a aucune divergence entre ce projet de Convention et la législation belge en vigueur sur la matière.

*Pays où la ratification de la Convention de Washington
relative au travail de nuit des femmes*

a été votée :	a été autorisée par le Parlement :	a été proposée :
—	—	—
Afrique du Sud.	—	Allemagne.
Bulgarie.	—	Argentine.
Grande-Bretagne.	—	Autriche.
Grèce.	—	Belgique.
Italie.	—	Brésil.
Inde.	—	Chili.
Pays-Bas.	—	Espagne.
Roumanie	—	Estonie.
Suisse.	—	France.
Tchéco-Slovaquie.	—	

*
* *

Restent les projets de Convention concernant le travail des femmes avant et après leur accouchement, le chômage et le placement.

A. — Travail des femmes avant et après leur accouchement.

Actuellement notre législation ne contient qu'une seule disposition sur la matière. Il s'agit de l'article 5 de la loi sur le travail des femmes et des enfants, conçus en ces termes :

« Art. 5. — Les femmes ne peuvent être employées au travail pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement. »

D'après le projet de Convention, la période déterminée dans ce texte devrait être portée à six semaines. D'autre part, il y aurait lieu de compléter notre loi sur le travail des femmes et des enfants de la manière suivante :

1° Le femme aurait le droit de quitter son travail sur production d'un certificat médical portant que ses couches se produiront probablement dans un délai de six semaines ;

2° Pendant la durée du chômage imposé ou prévu par le projet de Convention, la femme recevrait une indemnité suffisante pour son entretien et celui de son enfant : elle aurait droit, en outre, aux soins gratuits d'un médecin ou d'une sage-femme ;

3° Si la femme allaite son enfant, l'employeur devrait lui accorder, par jour, deux repos d'une demi heure ;

4° L'employeur ne pourrait, durant un certain délai, signifier congé à la femme qui s'absente de son travail pendant le temps prévu par le projet de Convention ou qui en demeure éloignée pendant une période plus longue à la suite d'une maladie résultant de sa grossesse ou de ses couches.

Cette réglementation devrait être rendue applicable aux exploitations commerciales au même titre qu'aux entreprises industrielles.

Ici, on le voit, il est question non pas de consacrer une situation existante,

mais d'édicter une réglementation presque entièrement nouvelle. Sans aucun doute, la ratification de la Convention de Washington relative au travail des femmes avant et après leur accouchement aurait pour conséquence d'imposer une charge assez sérieuse à notre industrie. En période normale, hâtons-nous de le dire, cette perspective ne nous ferait pas reculer. Mais étant donné l'intensité et la persistance de la crise économique, le Gouvernement croit qu'il serait opportun de renoncer pour le moment à toute mesure de réglementation qui, à la rigueur, peut être retardée. En tout cas, dans les circonstances présentes, il serait imprudent, à notre avis, de nous lier les mains pendant une période relativement longue, en ratifiant un projet de convention internationale relatif à une mesure de ce genre.

B. — Chômage et placement.

Le projet de Convention concernant le chômage et le placement impose une triple obligation.

1^o Chaque État adhérent communiquera périodiquement au Bureau International du Travail des informations concernant le chômage ainsi que les moyens mis en œuvre en vue d'y parer ;

2^o Il établira des bureaux publics de placement gratuit avec comités paritaires ; les bureaux publics et privés seront coordonnés sur un plan national ; le fonctionnement des diverses organisations nationales sera coordonné par le Bureau international du Travail ;

3^o Chaque État adhérent étendra aux travailleurs des autres États adhérents occupés sur son territoire le bénéfice de l'assurance contre le chômage qu'il aura organisée.

En Belgique, il n'existe pas de loi organique en matière de chômage et de placement ; la seule mesure législative que nous ayons prise à cet égard consiste, jusqu'à présent, dans le vote annuel d'un crédit qui permet au Gouvernement d'encourager, d'une part, les caisses de prévoyance et de secours créées en faveur des victimes du chômage involontaire, d'autre part, les institutions ayant pour objet le placement gratuit des travailleurs.

Les caisses de prévoyance et de secours en faveur des victimes du chômage ont été établies par les syndicats. Ceux-ci perçoivent des cotisations spéciales et, en cas de chômage involontaire, allouent au travailleur intéressé une indemnité pendant un certain nombre de jours. Des subsides sont alloués aux caisses de chômage par la commune (fonds de chômage), par la plupart des provinces et par l'État, de manière à permettre l'allocation d'indemnités plus importantes.

Les caisses syndicales et les fonds communaux n'ont jamais fait de distinction entre les chômeurs belges et ceux qui appartiennent à une autre nationalité.

Voici, d'autre part, comment actuellement la situation se présente dans notre pays au point de vue placement.

Bon nombre de bourses de travail libres, fondées avant la guerre, ont cessé d'exister. Par contre, depuis l'armistice, le Département de l'Industrie et du Travail a organisé dans les principaux centres industriels une trentaine de bourses officielles qui rendent de grands services. Ces diverses institutions deman-

dent à être coordonnées, d'abord sur un plan national, ensuite avec les organisations similaires existant à l'étranger.

Cette fois encore, le Gouvernement propose de ne pas ratifier le projet de Convention, non pas que l'approbation de cet accord soit de nature à entraîner des charges nouvelles, soit pour des particuliers, soit pour des pouvoirs publics. Mais le Gouvernement se propose de déposer dans un avenir rapproché un projet de loi sur la question du chômage et celle du placement considérées dans leur ensemble, et il estime que d'ici là la liberté d'appréciation des Chambres doit rester entière. Le problème à résoudre est trop vaste et trop important pour que la Chambre ne se réserve pas de l'examiner sans entraves dans toute son ampleur. Il est donc indispensable que la ratification préalable d'une Convention internationale ne vienne, sur aucun point, restreindre le champ des solutions possibles.

* * *

On s'est demandé si, au point de vue constitutionnel, les projets de convention adoptés à Washington pouvaient être considérés comme équivalents à des conventions signées suivant la procédure traditionnelle. Bien que les conventions élaborées ou à élaborer par la Conférence du Travail, dans les conditions indiquées à la partie XIII du Traité de Versailles, ne soient que des projets, en ce sens que leur adoption n'exige qu'une majorité des deux tiers des délégués et que ces délégués comprennent, non seulement des représentants gouvernementaux, mais également des représentants des chefs d'entreprises et des travailleurs, il ne faut pas perdre de vue que les Conventions de Washington ont été en fait approuvées par les représentants du Gouvernement du Roi en même temps qu'elles l'ont été par les délégués patronaux et ouvriers. Pour autant que de besoin, la volonté royale de conclure les conventions dont il s'agit, eut pu être considérée comme découlant également, d'une manière implicite, de l'arrêté pris par Sa Majesté pour charger les Ministres compétents de soumettre au vote du Parlement le projet de loi de ratification. Quoi qu'il en soit, tout scrupule d'ordre constitutionnel que l'on pouvait avoir à cet égard doit disparaître en présence de la procédure qui a été adoptée par le Gouvernement belge, d'accord avec le Gouvernement français, dont l'attention s'était également portée sur la question. Un instrument diplomatique destiné à donner effet aux projets de convention élaborés par la Conférence du Travail de Washington a, en effet, été signé à Paris le 24 janvier 1921 par des plénipotentiaires dûment nommés. Ces Conventions ayant été ainsi régularisées, nous vous prions, Messieurs, de vouloir bien approuver les accords concernant l'âge d'admission des enfants au travail industriel, le travail de nuit des enfants dans l'industrie et le travail de nuit des femmes, dont la ratification, ainsi que nous l'avons exposé, peut avoir lieu sans inconvénient.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

R. MOYERSOEN.

ANNEXE A.

CONVENTION**fixant l'âge d'admission des enfants aux travaux industriels.****LA BELGIQUE ET LA FRANCE,**

Désireuses de donner effet au projet de convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels, adopté par la Conférence Internationale du Travail, qui s'est tenue à Washington du 29 octobre 1919 au 29 novembre 1919,

Ont, à cet effet, désigné pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Le Baron de GAIFFIER D'HESTROY, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères;

M. DANIEL-VINCENT, Ministre du Travail;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente Convention, seront considérés comme « établissements industriels » notamment :

- a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature;
- b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation; y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation de la force motrice en général et de l'électricité;
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus;
- d) Le transport de personnes ou de marchandises, par route, voie ferrée, ou

voie d'eau, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs, ou entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture, d'autre part.

ARTICLE 2.

Les enfants de moins de 14 ans ne peuvent être employés ou travailler dans les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres de la même famille.

ARTICLE 3.

Les dispositions de l'article 2 ne s'appliqueront pas au travail des enfants dans les écoles professionnelles, à la condition que ce travail soit approuvé et surveillé par l'autorité publique.

ARTICLE 4.

Dans le but de permettre le contrôle de l'application des dispositions de la présente Convention, tout chef d'établissement industriel devra tenir un registre d'inscription de toutes les personnes de moins de 16 ans employées par lui avec l'indication de la date de leur naissance.

ARTICLE 5.

En ce qui concerne l'application de la présente Convention au Japon, les modifications ci-après à l'article 2 sont autorisées :

a) Les enfants de plus de 12 ans pourront être admis au travail s'ils ont achevé leur instruction primaire ;

b) En ce qui concerne les enfants entre 12 et 14 ans déjà au travail, des dispositions transitoires pourront être adoptées.

La disposition de la loi japonaise actuelle qui admet les enfants de moins de douze ans à certains travaux faciles et légers sera rapportée.

ARTICLE 6.

Les dispositions de l'article 2 ne s'appliqueront pas à l'Inde, mais dans l'Inde; les enfants de moins de douze ans ne seront pas occupés :

a) Dans les manufactures employant la force motrice et occupant plus de dix personnes ;

b) Dans les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;

c) Dans le transport de passagers, ou de marchandises, les services postaux, par voie ferrée, et dans la manipulation des marchandises dans les docks, quais et wharfs, à l'exception du transport à la main.

ARTICLE 7.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les modifications prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 8.

Tout membre qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions, ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ARTICLE 9.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

ARTICLE 10.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire général de la Société des Nations ; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, cette Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre, à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 11.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 12.

Tout membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 13.

Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence, la question de la revision ou de la modification de ladite Convention.

ARTICLE 14.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Paris, le vingt-quatre janvier mil neuf cent vingt et un, en trois exemplaires dont deux seront conservés respectivement dans les archives du Gouvernement de la République française et du Gouvernement royal, et dont le troisième sera envoyé au Secrétaire général de la Société des Nations en le priant de vouloir bien donner avis de la signature de cette Convention à tous les États membres de l'Organisation Internationale du Travail.

E. DE GAIFFIER.

A. BRIAND.

D. VINCENT.

ANNEXE B.

CONVENTION**concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie.****LA BELGIQUE ET LA FRANCE,**

Désireuses de donner effet au projet de Convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie, adopté par la Conférence Internationale du Travail, qui s'est tenue à Washington du 29 octobre 1919 au 29 novembre 1919,

Ont, à cet effet, désigné pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGE :

Le Baron de GAIFFIER D'HESTROY, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges à Paris ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères ;

M. DANIEL-VINCENT, Ministre du Travail ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes.

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente Convention seront considérés comme « établissement industriels », notamment :

- a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;
- b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation ; y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité ;
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus ;
- d) Le transport de personnes ou de marchandises par routes, voies ferrées,

y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, warfs et entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture, d'autre part.

ARTICLE 2.

Il est interdit d'employer pendant la nuit des enfants de moins de 18 ans dans les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille, sauf dans les cas prévus ci-après.

L'interdiction du travail de nuit ne s'appliquera pas aux enfants au-dessus de 16 ans qui sont employés dans les industries énumérées ci-après à des travaux qui, en raison de leur nature, doivent nécessairement être continués jour et nuit :

- a) Usines de fer et d'acier : travaux où l'on fait emploi des fours à réverbère ou à régénération et galvanisation de la tôle et du fil de fer (excepté les ateliers de décapage) ;
- b) Verreries ;
- c) Papeteries ;
- d) Sucreries où l'on traite le sucre brut ;
- e) Réduction du minerai d'or.

Pour l'application de la présente Convention, le terme « nuit » signifie une période d'au moins onze heures consécutives, comprenant l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 5 heures du matin.

Dans les mines de charbon et de lignite, une dérogation pourra être prévue en ce qui concerne la période de repos visée au paragraphe précédent, lorsque l'intervalle entre les deux périodes de travail comporte ordinairement quinze heures, mais jamais lorsque cet intervalle comporte moins de treize heures.

Lorsque la législation du pays interdit le travail de nuit à tout le personnel dans la boulangerie, on pourra substituer, dans cette industrie, la période comprise entre 9 heures du soir et 4 heures du matin, à la période de 10 heures du soir à 5 heures du matin.

Dans les pays tropicaux, où le travail est suspendu pendant un certain temps au milieu de la journée, la période de repos de nuit pourra être inférieure à onze heures, pourvu qu'un repos compensateur soit accordé pendant le jour.

ARTICLE 4.

Les dispositions des articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas au travail de nuit des enfants âgés de 16 à 18 ans lorsqu'un cas de force majeure qui ne pouvait être prévu ou empêché, et qui ne présente pas un caractère périodique, met obstacle au fonctionnement normal d'un établissement industriel.

ARTICLE 5.

En ce qui concerne l'application de la présente Convention au Japon, jusqu'au 1^{er} juillet 1925, l'article 2 ne s'appliquera qu'aux enfants âgés de moins de 15 ans, et, à partir de la date susmentionnée, ledit article 2 ne s'appliquera qu'aux enfants âgés de moins de 16 ans.

ARTICLE 6.

En ce qui concerne l'application de la présente Convention à l'Inde, le terme « établissements industriels » comprendra seulement les « fabriques » définies comme telles dans la « loi des fabriques » de l'Inde (Indian factory act) et l'article 2 ne s'appliquera pas aux enfants du sexe masculin âgés de plus de 14 ans.

ARTICLE 7.

Dans les circonstances particulièrement graves et lorsque l'intérêt public l'exigera, l'interdiction du travail de nuit pourra être suspendue par une décision de l'autorité publique en ce qui concerne les enfants âgés de 16 à 18 ans.

ARTICLE 8.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 9.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

a) Que les dispositions de la présente Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions, ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ARTICLE 10.

Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les membres de l'Organisation Internationale du Travail.

ARTICLE 11.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire général de la Société des Nations ; elle ne liera que les membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur au regard de tout autre membre, à la date où la ratification de ce membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 12.

Tout membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 13.

Tout membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétariat général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 14.

Le Conseil d'administration du Bureau international devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de ladite Convention.

ARTICLE 15.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires susnommés ont signés la présente Convention et y ont opposé leur sceaux.

FAIT à Paris, le vingt-quatre janvier mil neuf cent vingt et un, en trois exemplaires dont deux seront conservés respectivement dans les archives du Gouvernement de la République française et du Gouvernement royal, et dont le troisième sera envoyé au Secrétaire de la Société des Nations en le priant de vouloir bien donner avis de la signature de cette Convention à tous les États membres de l'Organisation Internationale du Travail.

E. DE GAIFFIER.

A. BRIAND.

D. VINCENT.

ANNEXE C.

CONVENTION**concernant le travail de nuit des femmes.****LA BELGIQUE ET LA FRANCE,**

Désireuses de donner effet au projet de Convention concernant le travail de nuit des femmes, adopté par la Conférence Internationale du Travail, qui s'est tenue à Washington du 29 octobre 1919 au 29 novembre 1919,

Ont, à cet effet, désigné pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Le Baron DE GAFFIER D'HESTROY, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères ;

M. DANIEL-VINCENT, Ministre du Travail ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente Convention, seront considérés comme « établissements industriels » notamment :

- a) Les mines et industries extractives de toute nature ;
- b) Les industries dans lesquelles les produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation ; y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité ;
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture, d'autre part.

ARTICLE 2.

Pour l'application de la présente Convention, le terme « nuit » signifie une période d'au moins onze heures consécutives, comprenant l'intervalle écoulé entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

Dans les pays où aucun règlement public ne s'applique à l'emploi des femmes pendant la nuit dans les établissements industriels, le terme « nuit » pourra provisoirement, et pendant une période maximum de trois années, signifier, à la discrétion du Gouvernement, une période de dix heures seulement, laquelle comprendra l'intervalle écoulé entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

ARTICLE 3.

Les femmes, sans distinction d'âge, ne pourront être employées pendant la nuit dans aucun établissement industriel public ou privé, ni dans aucune dépendance d'un de ces établissements, à l'exception des établissements où sont seuls employés les membres d'une même famille.

ARTICLE 4.

L'article 3 ne sera pas appliqué :

- a) En cas de *force majeure*, lorsque dans une entreprise se produit une interruption d'exploitation impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique ;
- b) Dans le cas où le travail s'applique soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable.

ARTICLE 5.

Dans l'Inde et au Siam, l'application de l'article 3 de la présente Convention pourra être suspendue par le Gouvernement, sauf en ce qui concerne les manufactures (factoreries) telles qu'elles sont définies par la loi nationale. Notifications pour chacune des exceptions sera faite au Bureau international du Travail.

ARTICLE 6.

Dans les établissements industriels soumis à l'influence des saisons, et dans tous les cas où ces circonstances exceptionnelles l'exigent, la durée de la période de nuit indiquée à l'article 3 pourra être réduite à dix heures pendant soixante jours par an.

ARTICLE 7.

Dans les pays où le climat rend le travail de jour particulièrement pénible, la période de nuit peut être plus courte que celle fixée par les articles ci-dessus, à la condition qu'un repos compensateur soit accordé pendant le jour.

ARTICLE 8.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 9.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

- a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;
- b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail, sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions, ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ARTICLE 10.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

ARTICLE 11.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire général de la Société des Nations ; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre, à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 12.

Tout membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 13.

Tout membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 14.

Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence, la question de la revision ou de la modification de ladite Convention.

ARTICLE 15.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceaux.

FAIT à Paris, le vingt-quatre janvier mil neuf cent vingt et un, en trois exemplaires dont deux seront conservés respectivement dans les archives du Gouvernement de la République française et du Gouvernement royal, et dont le troisième sera envoyé au Secrétaire de la Société des Nations en le priant de vouloir bien donner avis de la signature de cette Convention à tous les États Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

E. DE GAIFFIER,
A. BRIAND,
D. VINCENT.

ANNEXE D.

PROTOCOLE

Les conventions suivantes, signées aujourd'hui entre la France et la Belgique et conformes aux projets de conventions adoptés par la Conférence Internationale du Travail, qui s'est tenue à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919, savoir :

1° Convention tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels ;

2° Convention concernant le chômage ;

3° Convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement ;

4° Convention concernant le travail de nuit des femmes ;

5° Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels ;

6° Convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie ;
resteront ouvertes à l'adhésion de tous les États membres de l'Organisation Internationale du Travail, qui notifieront cette adhésion au Secrétaire général de la Société des Nations.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Protocole.

Fait à Paris, le vingt-quatre janvier mil neuf cent vingt et un, en trois exemplaires dont deux seront conservés respectivement dans les archives du Gouvernement de la République française et du Gouvernement royal. Le troisième sera envoyé au Secrétaire général de la Société des Nations, en le priant de vouloir bien en faire parvenir une copie certifiée conforme à chacun des États membres de l'Organisation Internationale du Travail.

(L. S.) BRIAND.

DANIEL-VINCENT.

E. DE GAIFFIER.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 FEBRUARI 1923.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der Overeenkomsten betreffende onderscheidenlijk den ouderdom voor de toelating der kinderen tot den nijverheidsarbeid, het nachtwerk der kinderen in de nijverheid en het nachtwerk der vrouwen, opgemaakt te Washington door de arbeidsconferentie en onderteeekend te Parijs op 24 Januari 1921 door België en Frankrijk.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

• MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp dat wij de eer hebben aan uwe goedkeuring te onderwerpen is, ten minste gedeeltelijk, de herhaling van het voorstel door de Regeering aangeboden op 16 Maart 1921 en dat tengevolge van de ontbinding der Kamers vervallen is.

Dit voorstel had tot doel de goedkeuring der zes ontwerpen van Overeenkomst aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie van Washington betreffende onderscheidenlijk :

- 1° De beperking van den duur van den arbeid in de nijverheidsinrichtingen tot acht uren per dag en acht-en veertig uren per week;
- 2° Den ouderdom voor de toelating der kinderen tot den nijverheidsarbeid ;
- 3° Den nachtarbeid van kinderen in de nijverheid ;
- 4° Den nachtarbeid van vrouwen ;
- 5° Den arbeid van vrouwen vóór en na hunne bevalling ;
- 6° De werkeloosheid en de plaatsing.

Het wetsontwerp neergelgd op 16 Maart 1921 werd door de Kamer in de Afdeelingen en in de Middenafdeeling besproken en maakte het voorwerp uit van een zeer belangwekkend verslag van den heer Heyman. Wij zullen zoo vrij zijn in deze memorie meermalen dit verslag aan te halen.

ACHT-URENDAG.

De oorsprong van het ontwerp van Overeenkomst betreffende den acht-urendag vindt men in artikel 426 van het Verdrag van Versailles, waarbij beslist werd dat bovenaan op de dagorde van de eerste zitting der Internationale Arbeidsconferentie zou voorkomen : « Toepassing van den grondregel van den acht-urendag of van de acht-en-veertigurenweek ».

Men zal zich herinneren dat de eerste zitting der Internationale Arbeidsconferentie gehouden werd te Washington van 29 October tot 29 November 1919; zij leidde tot de aanneming der zes ontwerpen van overeenkomst, die wij opgesomd hebben.

Na te hebben doen opmerken dat het toepassingsterrein van onze wet van 14 Juni 1921, waarbij den acht-urendag en de acht-en-veertigurenweek werd ingesteld, veel uitgebreider is dan dit voorzien in het ontwerp van Overeenkomst onderteevend te Washington betreffende dezelfde aangelegenheid besluit de heer Heyman in deze termen :

« De Belgische wet strekt dus verder dan de Conventie van Washington.
» Het is om deze reden, evenals om reden van hun gering belang, dat men
» niet moet blijven stilstaan bij de zeer kleine verschillen die, bij zeldzame
» gevallen, blijken te bestaan tusschen de wet van 14 Juni 1921 en de
» Overeenkomst die tot model strekte. In Kamer en Senaat werden zij lang-
» durig besproken en ten slotte kwamen de twee vergaderingen overeen;
» het zal dus volstaan aan deze lichte afwijkingen te herinneren. Op den
» keper beschouwd, heeft de Belgische wet al de beginselen gehuldigd welke
» begrepen zijn in de Conventie van Washington; zij ging zelfs verder ».

Dienvolgens scheen het op het eerste zicht alsof niets zich verzette tegen de bekrachtiging der Overeenkomst betreffende den acht-urendag. Dit ontwerp werd door de Conferentie aangenomen met eene meerderheid van 83 stemmen tegen 2. Gezien deze geweldige meerderheid mocht men veronderstellen dat de hervorming zich spoedig tot alle industriele landen zou uitstrekken en dat aldus het voornaamste bezwaar waartegen zij te strijden had, namelijk de moeilijkheid van den strijd op het gebied der internationale concurrentie, wanneer in zekere voortbrengende landen de werkgevers vrij bleven hunne werklieden langer te laten werken, zou vervallen.

Deze optimistische indruk was ongelukkiglijk van korten duur.

Ziehier hoe de bestuurder van het Internationaal Arbeidsbureau, de heer Albert Thomas, zich te dezen opzichte uitdrukte in het eerste nummer van de *Revue Internationale du Travail* :

« Nauwelijks is een jaar verlopen, of reeds kon de internationale arbeids-
» organisatie den weerstand ondervinden dien zij moet ontmoeten, de toene-
» ming meten van de mogelijke vijandigheden die zich zouden voordoen en
» misschien eene tijdelijke beperking voorzien aan de edele hoop welke er
» in gesteld werd. »

En verder :

« Het was op voorhand te voorzien dat de bekrachtigingen der ontwerpen
» van overeenkomsten en de toepassing der aanbevelingen door de nationale

» maatregelen vertraging zouden ondergaan, inzonderheid wegens de lamlendigheid der bureelen, de onbewustheid der openbare meening, de onverschilligheid der Staatslieden welke vooral bekommerd zijn om den dagelijkschen strijd der partijen of door de onmiddellijke eischen van het nationaal leven.

» Geen twijfel of, sedert een jaar onderging de universeele beweging ten voordeele van den acht-urendag — hoe onweerstaanbaar zij ook leek — eene zekere vertraging. Openbare bewegingen werden verwekt. De vrees voor eene ontoereikende opbrengst en de staking van de verbruikers in verband met de hooge prijzen werden tegen de hervorming uitgespeeld. Geen wetsontwerpen werden nog ingediend : de bekrachtiging van de Overeenkomst die in sommige Staten nog slechts eene formaliteit zijn moest, werd uitgesteld. Sommige landen, spijs de stemming uitgebracht door hunne afgevaardigden, verklaarden zich tegen de bekrachtiging. »

Omtrent den stand dezer bekrachtigingen geeft het verslag van den heer Heyman de volgende tabel.

Landen waar een ontwerp van bekrachtiging der Overeenkomst van Washington.

in voorbereiding is :	voor het Parlement is nedergelegd :	aangenomen werd :	verworpen werd :
—	—	—	—
Duitschland. (De Sociale Commissie van den Federalen Economischen Raad beveelt de bekrachtiging aan onder voorbehoud dat de andere Staten het ook doen.)	Oostenrijk (Behalve die betreffende het werken der kinderen in de nijverheid en der vrouwen vóór en na de bevalling.)	Griekenland (Juli 1920).	Zwitserland.
	België.	Tsjecho-Slowakije (24 Februari 1921).	Zweden.
	Frankrijk.	Roemenië (27 April 1921 — door de beide Kamers.)	
	Italië.		
Spanje.	Denemarken.		
Finland.	Finland (alleen voor de werkeloosheid.)		
Japan.	Indië.		
Argentinië.	Noorwegen.		
	Nieuw-Zeeland.		

Deze tabel verwekte in de Middenafdeeling der Kamer een zekere vrees waarover de heer Heyman zich uitliet als volgt :

« De beslissing die wij te nemen hebben zou slechts weinig moeilijkheden ontmoeten indien de gestellenissen, die wij hier in het land kunnen waarnemen, ook elders bestonden, wij zeggen niet bij al onze mededingers, op de wereldmarkt, maar althans bij een aanzienlijk gedeelte onder hen.

» Doch zooals de heer Alb. Thomas zelf vastgesteld heeft, schijnt een zeker reactie heden ten dage de bovenhand te hebben. Zonder ons daardoor te laten op sleeptouw nemen, hebben wij tot plicht rekening te houden met dat gevoel en ons niet over te leveren, aan handen en voeten gebonden, wanneer onze meest gevaarlijke mededingers te verstaan geven dat zij hun vrijheid willen behouden. »

Daaruit volgt, volgens den heer Heyman, dat voorbehoudingen te maken zijn wat betreft de bekrachtiging van het ontwerp van overeenkomst aangaande den acht-urendag.

Na te hebben doen opmerken dat de redenen ingeroepen door de andere landen, die dit ontwerp nog niet bekrachtigd hebben, weinig afdoende schijnen, aangezien zij met evenveel recht zouden kunnen aangevoerd worden door België, waar de Kamers nochtans de wet van 14 Juni 1921 aangenomen hebben, gaat de heer Heyman voort als volgt :

» Doch daar is de reden onzer afwachtende houding niet te zoeken.

» Ze ligt in het feit dat wij na bekrachtiging van de Overeenkomst, » gedurende elf jaar daardoor zullen gebonden zijn; dat wij heel dien tijd » geen vrijheid zullen hebben om ook maar in iets wettelijke bepalingen te » wijzigen, zelfs ingeval onze mededingers geen enkele wet volgens de » Overeenkomst aannemen, of indien die wet slechts op een beperkt aantal » inrichtingen van toepassing is of nog indien de toepassing te wenschen » overlaat.

» Vooraleer de verbintenis aan te gaan die men van ons land verlangt, » heeft België het recht de beschikkingen in de vreemde landen na te gaan.

» Die beschikkingen zijn op zijn minst twijfelachtig. Een gezaghebbende » stem heeft zulks nog vóór ons erkend en de feiten hebben die meening » ten duidelijkste bevestigd.

» Anderdeels achten wij het tot onzen plicht de arbeidersklasse in alle » oprechtheid voor te lichten aangaande de gevolgen die de onderteekening » van de Overeenkomst van Washington inzake de acht uren, zonder dat » de andere landen ook teekenen, voor België zou kunnen na zich slepen.

» Wij moeten tot onze arbeiders zeggen :

» Onze nationale acht-urenwet zal van kracht worden met ingang van » 1 October aanstaande. Wat de Overeenkomst van Washington betreft, » stellen wij vast dat de groote voortbrengende landen die onze mede- » dingers zijn op de wereldmarkt die overeenkomst nog niet onderteekend » hebben, en het schijnt niet alsof zij bereid zouden zijn van dat onmiddel- » lijk te doen.

» Door alleen of bijna alleen te onderteekenen, zou het kunnen gebeuren » dat wij in een klaarblijgenden toestand van minderwaardigheid komen te » staan tegenover onze mededingers op de wereldmarkten. Welnu, gij weet » het wel, beste vrienden, dat België in hoofdzaak en meer dan welk land » ook, van den uitvoer moet leven. Met ons in dien minderwaardigen » toestand te stellen, zouden wij gevaar lopen de loef afgestoken te » worden op de wereldmarkten. Dat ware ten slotte, grootendeels de » ondergang onzer nijverheid, die onvermijdelijk onzen eigen ondergang » zou na zich slepen. »

» Het laatste gevolg daarvan zou zijn : de gedwongen uitwijking van een » deel der arbeidersklasse.

» Uwe Middenafdeeling, alsook uw verslaggever, zijn de verantwoorde- » lijkheid die zij hierin op zich laden, wel bewust.

» Zij willen die niet van zich afschudden.

» Wij stellen niet voor dat de Kamer een vijandige houding zal aan-
» nemen tegenover de acht-urenovereenkomst.

» Wij vragen haar integendeel dat ze duidelijk haar verlangen zou doen
» kennen, om die Overeenkomst zoo spoedig mogelijk te kunnen ondertee-
» ken.

» Doch wij vragen dat de Kamer haar eigen beslissing zou uitstellen tot-
» dat wij de beslissingen kennen, genomen door de groote voortbrengende
» en mededingende landen die ons omringen, naamelijk Frankrijk, Engeland,
» Duitschland en Italië.

» Zooals wij hierboven zegden, staat een nieuwe internationale confe-
» rentie van den Arbeid in 't vooruitzicht, tot het opmaken van eene nieuwe
» overeenkomst over deze zaak.

» Wij spreken den vurigen wensch uit dat de nieuwe conferentie moge
» geraken tot dezen uitslag : dat alle voortbrengende landen van Europa
» zich verbinden de acht-urenovereenkomst tegelijkertijd te onderteekenen.

» België heeft zijn plicht vervuld tegenover zijn zoo werkzame, zoo tucht-
» volle, zoo moedige arbeidersbevolking. De acht-urenwet bestaat ; ze zal
» toegepast worden.

» Moeten wij nog verder gaan en ons verbinden aan de wet niet te
» tornen, gedurende elf jaar, zelfs ingeval de andere landen de acht-urenwet
» verwerpen of de te Washington aangenomen beginselen slechts met beper-
» kingen, matigingen en voorbehoud toepassen, waardoor wij blijkbaar in
» een toestand van ondergeschiktheid zullen komen te staan?

» Het gezond verstand geeft hierop een voldoende antwoord.

» Wij vragen niet beter dan die verbintenis aan te gaan, doch op voor-
» waarde dat wij ze niet alleen moeten onderteekenen of naleven.

» Wij wenschen dat de tijd weldra moge aanbreken waarop wij, zonder
» eenige achterdocht, de acht-urenovereenkomst zullen mogen bekrachtigen,
» zooals wij, van nu af reeds de vijf andere bekrachtigen. »

Ziedaar dus het standpunt waarop de Middenafdeeling zich geplaatst heeft. De Regeering aarzelt geenzins zich bij die zienswijze aan te sluiten daar sedert dien de gezindheid van de meeste der nijverheidslanden alles behalve meer bemoeuwigend is geworden.

Op dit oogenblik hebben, wel is waar, vijf landen in plaats van drie het ontwerp van Overeenkomst betreffende den acht-urendag bekrachtigd, vermits Bulgarije en Indië zich gevoegd hebben bij Griekenland, Roemenië en Tsjecho-Slowakije. Maar men moet er rekening mede houden dat Indië het voordeel van een uitzonderings-regime geniet, aangezien de werklieden er ten minste voorloopig gebezigd mogen worden gedurende 60 uren per week in afwachting dat een strengere beperking in een volgende zitting van de Internationale Arbeidseconferentie worde vastgesteld. Ten behoeve van Roemenië en van Griekenland werd eveneens eene voorkeursbehandeling aangenomen. In Roemenië is het in werking treden der Overeenkomst drie jaar uitgesteld ; in Griekenland bedraagt het uitstel aan zekere nijverheden toegestaan twee jaar en aan andere drie jaar.

Hoe het ook zij, onze voornaamste mededingers : Engeland, Duitschland,

Frankrijk, Italië, de Vereenigde Staten schijnen weinig geneigd wat betreft den acht-urendag verbintenissen van tamelijk langen duur aan te gaan. Daar waar een ontwerp van bekrachtiging aan het Parlement werd voorgelegd of eenvoudig werd voorbereid, aarzelt men klaarblijkelijk op dezen weg voort te gaan.

In deze omstandigheden zijn wij meer dan ooit van meening dat het volstrekt noodig is een afwachtcnde houding aan te nemen en wij stellen uitdrukkelijk voor de bekrachtiging van het ontwerp van Overeenkomst over den duur van den arbeid der volwassenen uit te stellen totdat de toestand gunstiger wordt.

*
* *

Achttc de Middenafdeeling het niet gewenscht of liever voorbarig het ontwerp van Overeenkomst over den acht-urendag te bekrachtigen, zoo was zij nochtans van meening dat de vijf andere ontwerpen van overeenkomst zonder voorbehoud behoorden goedgekeurd te worden.

Alhoewel het voorstel tot bekrachtiging dezer laatste schikkingen oorspronkelijk uitgaat van de Regeering, zijn wij toch van meening dat de Kamer ongelijk zou hebben zoo ver te gaan, ten minste voor het oogenblik. Zooals wij het reeds deden opmerken is de houding der voornaamste nijverheidslanden ten opzichte van het werk der Internationale Arbeidsconferentie van Washington verre van meer bemoedigend geworden te zijn sedert de nederlegging van het eerste ontwerp van bekrachtiging. De aarzelingen — om niet meer te zeggen — welke toen reeds te bemerken waren hebben integendeel zulk een vasten vorm aangenomen dat thans de voorzichtigheid schijnt aan te raden alleen die ontwerpen goed te keuren die in Overeenstemming zijn met onze nationale wetgeving. Deze ontwerpen van overeenkomst zijn ten getalle van drie en betreffen onderscheidenlijk :

den ouderdom voor de toelating van kinderen tot den nijverheidsarbeid;
het nachtwerk der kinderen in de nijverheid;
het nachtwerk der vrouwen.

De verboden in deze drie ontwerpen van Overeenkomst opgenomen werden in België reeds vastgesteld door de wet op het werken der vrouwen en kinderen, gewijzigd door artikel 31 der wet van 14 Juni 1921 op den acht-urendag en de acht-en-veertig urenweek. De bekrachtiging der schikkingen waarvan sprake zal dus niet voor gevolg hebben dat aan onze nijverheid eenige nieuwe beperking of verhindering wordt opgelegd.

Van den anderen kant zijn wij van meening dat in dit geval de vrees ons de handen te binden ons niet moet terughouden.

Het gaat hier immers om maatregelen die de toekomst van het ras beoogen, aangezien zij voor doel hebben de gezondheid en de normale ontwikkeling onzer jonge werklieden en werkmeisjes te beschermen. Er dient ook te worden opgemerkt dat, al is het mogelijk dat zij een zekere terugwerking zouden hebben op het gebied der internationale concurrentie, deze toch niet zoo ernstig zal zijn dat onze nijverheid er werkelijk hinder van zou ondervinden. Ten slotte blijkt duidelijk uit de hierna overgedrukte tabellen dat bij menige industriele natie de neiging om de te Washington

aangenomen ontwerpen van Overeenkomsten niet te bekrachtigen zich niet uitstrekt tot de drie schikkingen waarvan sprake.

OUDERDOM VOOR DE TOELATING DER KINDEREN TOT DEN NIJVERHEIDSARBEID.

Volgens de termen van het ontwerp van internationale overeenkomst aan de goedkeuring der Kamer voorgelegd, wordt de ouderdom voor de toelating der kinderen tot den nijverheidsarbeid vastgesteld op 14 jaar.

Deze grens was reeds vastgesteld door onze wet van 26 Mei 1914 op het werken der vrouwen en der kinderen in de nijverheid. Echter had de wetgever deze gebracht op 13 jaar voor de kinderen in het bezit van een getuigschrift van studies afgeleverd overeenkomstig de wet op het verplichtend onderwijs. Deze beperking werd afgeschaft door de wet van 14 Juni 1921, waarbij de acht-uren-dag en de acht-en-veertigurenweek werden ingesteld, zoodat thans onze wet op den arbeid der vrouwen en der kinderen uit dit oogpunt in volkomen overeenstemming is met het ontwerp van Overeenkomst.

Ziehier anderzijds hoe ver het in de verschillende landen met de bekrachtiging van dit ontwerp staat :

Landen waar de bekrachtiging der Overeenkomst van Washington betreffende den ouderdom voor de toelating der kinderen tot den nijverheidsarbeid .

Aangenomen werd :	Door het Parlement werd toegelaten :	Aan het Parlement werd voorgesteld :
Bulgarije	Denemarken	Duitschland
Groot-Brittannië	Finland	Argentinië
Griekenland	Nederland	België
Roemenië		Brazilië
Zwitserland		Chili
Tsjecho-Slowakije		Spanje
		Esthland
		Frankrijk
		Polen.

NACHTARBEID DER KINDEREN IN DE NIJVERHEID.

Volgens de wet van 26 Mei 1914 op den arbeid van vrouwen en kinderen in de nijverheidsinrichtingen, was het verboden kinderen en jonge menschen tot den ouderdom van 16 jaar gedurende den nacht te gebruiken. Deze grens werd op 18 jaar gebracht door de wet van 14 Juni 1921 op den achturedag waarvan artikel 7 luidt als volgt :

« Den nachtarbeid is verboden aan jongens onder de 18 jaar, onder voorbehoud der eventueel door de Internationale Arbeidsconferentie van 1921 te nemen besluiten, *ter uitvoering van de voorstellen welke bij deze van Washington werden aanhangig gemaakt.*

Het slot van den voorafgaanden tekst zinspeelt op het volgende door de Conferentie van Washington genomen besluit :

» De bepalingen dezer Overeenkomst zullen ten laatste op 1 Juli 1922 in werking treden.

» In zijne toepassing op de gewesten die door den oorlog verwoest werden en waar de arbeid, ten gevolge der bezetting door de legers, gedurende langen tijd onderbroken werd, wordt het in deze Overeenkomst voorziene verbod van nachtarbeid voor jonge menschen tusschen 14 en 16 jaar, *ter eindbespreking naar de Internationale Conferentie van 1921 verwezen*.

Naar aanleiding van deze verwijzing onderzoekt de in 1921 te Genève bijeengekomen Internationale Arbeidsconferentie de vraag en besloot zij de Belgische Regeering uit te noodigen de beschikkingen van het ontwerp van Overeenkomst betreffende den nachtarbeid van kinderen en van jonge menschen, « binnen den kortst mogelijken termijn, *ten laatste op 31 December 1923* » toe te passen.

Hieruit volgt dat wij, door dit ontwerp van Overeenkomst te bekrachtigen, slechts de verplichting aangaan van 31 December 1923 af den nachtarbeid aan jongens van min dan 18 jaar te verbieden.

Andere opmerking. Volgens de wet van 26 Mei 1914 op den arbeid van vrouwen en kinderen, mocht een Koninklijk besluit aan de hoofden van ondernemingen toelaten jonge menschen, van den ouderdom van 14 jaar af, 's nachts te gebruiken voor werken die van zulken aard zijn dat zij niet kunnen onderbroken worden. De wet van 14 Juni 1921 waarbij de acht-urendag en de acht-en-veertig-urenweek ingesteld werden, kende aan den Koning hetzelfde recht toe, maar alleenlijk voor jongens boven de 16 jaar. Bovendien werd dit voorrecht slechts voor zekere in den tekst opgesomde nijverheden behouden.

Dank zij deze wijzigingen is artikel 10 van onze wet op den Arbeid van vrouwen en kinderen in volledige overeenstemming met artikel 2 van het ontwerp van Overeenkomst.

Hetzelfde mag gezegd worden van de beschikking van onze wet op den arbeid van vrouwen en kinderen, die aan de hoofden van ondernemingen toelaat in gevallen van overmacht of in buitengewone gevallen 's nachts jonge menschen te gebruiken. Door den ouderdom, te beginnen waarvan de hoofden van ondernemingen dit recht genieten, van 14 op 16 jaar te brengen, heeft de wet van 14 Juni 1921 waarbij de acht-urendag en de acht-en-veertig-urenweek ingesteld werden, onze wet op den arbeid van vrouwen en kinderen volkomen met het ontwerp van Overeenkomst doen overeenstemmen.

Hier ook zal dus de bekrachtiging der te Washington aangenomen Overeenkomst feitelijk niets anders doen dan een rechtstoestand die in werkelijkheid bestaat sedert de afkondiging der wet van 14 Juni 1921 op den arbeidsdag der volwassen werklieden, bevestigen en duurzaam maken.

Volgende tabel zal de Kamer inlichten aangaande den toestand waarin de verschillende landen zich bevinden ten opzichte van de bekrachtiging der Overeenkomst waarvan sprake :

*Landen waar de bekrachtiging der Overeenkomst van Washington
betreffende den nachtarbeid van kinderen in de nijverheid*

Aangenomen werd :	Door de Regeering toegelaten werd :	Aan het Parlement voorgesteld werd :
Bulgarije	Denemarken	Duitschland
Groot-Brittannië	Finland	Argentinië
Griekenland	Nederland	Oostenrijk
Indië		België
Italië		Brazilië
Roemenië		Chili
Zwitserland		Spanje.
		Esthland.
		Frankrijk
		Polen
		Tsjecho-Slowakije

NACHTWERK VAN VROUWEN.

Wat den nachtarbeid van vrouwen betreft, is het te Washington opge-
maakte ontwerp van Overeenkomst eigenlijk slechts de bevestiging der op
26 September 1906 te Bern gesloten Internationale Overeenkomst die op
20 Juni 1908 door België bekrachtigd werd.

De reglementeering voorzien door de Internationale Overeenkomst van
Bern werd in onze wetgeving ingevoerd door de wet van 10 Augustus 1914
en opgenomen in onze wet op den arbeid van vrouwen en kinderen door het
samenordenend koninklijk besluit van 28 Februari 1919. Er valt nochtans
op te merken dat de Overeenkomst van Bern slechts betrekking had op de
nijverheidsinrichtingen die meer dan tien arbeiders of arbeidsters tellen,
terwijl dezelfde beperking in onze wet van 10 Augustus 1910 niet voor-
komt, vermits deze laatste, volgens haren tekst, toepasselijk is niet alleen op
de nijverheidsondernemingen waar er meer dan tien arbeiders of arbeid-
sters werken, maar ook op « al de inrichtingen die onderworpen zijn aan
de wet van 13 December 1889 betreffende den arbeid van vrouwen, van
jonge mensen en van kinderen ».

De beperking waarvan sprake bestaat evenmin in het te Washington aan-
genomen ontwerp van Overeenkomst, wat hierop neerkomt dat er geen
verschil bestaat tusschen dit ontwerp van Overeenkomst en de op dit gebied
van kracht zijnde Belgische wetgeving.

*Landen waar de bekrachtiging der Overeenkomst van Washington
betreffende den nachtarbeid van vrouwen*

aangenomen werd :	door het Parlement werd toegelaten	voorgesteld werd
—	—	—
Zuid-Afrika	—	Duitschland
Bulgarije	—	Argentinië
Groot-Brittannië	—	Oostenrijk
Griekenland	—	België
Italië	—	Brazilië
Indië	—	Chili
Nederland	—	Spanje
Roemenië	—	Esthland
Zwitserland	—	Frankrijk.
Tsjecho-Slowakije	—	

*
* *

Blijven nog over, de ontwerpen van Overeenkomst betreffende het werk van vrouwen voor en na hunne bevalling, de werkloosheid en de plaatsing.

A. — Werk van vrouwen vóór en na hunne bevalling.

Op het huidige oogenblik bevat onze wetgeving slechts een enkele beschikking dienaangaande, namelijk in artikel 5 der wet op den arbeid van vrouwen en kinderen, dat luidt als volgt :

« Art. 5. — De vrouwen mogen niet voor den arbeid gebruikt worden gedurende de vier weken die op hunne bevalling volgen ».

Volgens het ontwerp van Overeenkomst zou het in dezen tekst bepaalde tijdperk op zes weken moeten gebracht worden. Van den anderen kant zou onze wet op den arbeid van vrouwen en kinderen op de volgende wijze moeten aangevuld worden :

1° De vrouw zou het recht hebben haren arbeid te verlaten, op overlegging van een geneeskundig getuigschrift, waarbij verklaard wordt dat zij waarschijnlijk binnen eene tijdruimte van zes weken zal bevallen.

2° Gedurende den ganschen duur der werkloosheid opgelegd of voorzien door het ontwerp van Overeenkomst, zou de vrouw eene vergoeding genieten die volstaat om in haar onderhoud en dat van haar kind te voorzien; zij zou bovendien recht hebben op kosteloze verpleging door een geneesheer of eene vroedvrouw;

3° Indien de vrouw haar kind zelf voedt zou de werkgever haar per dag twee schoftijden van een half uur moeten toestaan.

4° De werkgever zou, gedurende een zekeren tijd, de vrouw niet mogen afdanken die van haar werk wegblijft gedurende de door het ontwerp van Overeenkomst voorziene tijdruimte, of die er van verwijderd blijft gedurende een langer tijdperk, ten gevolge eener ziekte veroorzaakt door hare zwangerschap of door hare bevalling.

Deze reglementeering zou toepasselijk moeten gemaakt worden op de handels-
zoowel als op de nijverheidsondernemingen.

Zooals men ziet is er hier sprake, niet van een bestaanden toestand te bevestigen, maar van eene bijna gansch nieuwe reglementeering uit te vaardigen. Het lijdt geen twijfel dat de bekrachtiging der Overeenkomst van Washington betreffende den arbeid van vrouwen vóór en na hunne beval-
ling, voor onze nijverheid een vrij zwaren last zou medebrengen. Laten wij spoedig zeggen dat dit vooruitzicht ons, in normale tijden, niet zou doen terugdeinzen. Maar, nu de economische crisis zoo hevig en zoo aanhoudend is, is de Regeering van meening dat het passen zou voor het oogenblik af te zien van elken maatregel tot reglementeering die desnoods kan uitgesteld worden. In alle geval zou het, naar onze meening, in de huidige omstandigheden onvoorzichtig zijn ons voor een betrekkelijk lang tijdperk de handen te binden, door een ontwerp van internationale overeenkomst betreffende een dergelijken maatregel te bekrachtigen.

B. — Werkloosheid en plaatsing.

Het ontwerp van Overeenkomst betreffende de werkloosheid en de plaatsing legt eene driedubbele verplichting op :

1^o Elke aangesloten Staat zal op geregelde tijden aan het Internationaal Arbeidsbureel inlichtingen verstrekken betreffende de werkloosheid en de middelen aangewend om ze te bestrijden ;

2^o Hij zal openbare bureelen inrichten voor kosteloze plaatsing, met comiteiten waarin beide partijen op gelijke wijze vertegenwoordigd zijn ; de openbare en private bureelen zullen naar een nationaal plan geordend worden ; de werking der verschillende nationale instellingen zal geordend worden door het Internationaal Arbeidsbureel ;

5^o Elke aangesloten Staat zal de voordeelen der verzekering tegen de werkloosheid, die hij zal ingesteld hebben, uitbreiden tot de arbeiders der andere aangesloten Staten die op zijn gebied werkzaam zijn.

In België bestaat er geene organieke wet op het gebied van werkloosheid en plaatsing ; de eenige wetgevende maatregel door ons te dien opzichte genomen bestaat, tot nu toe, in het jaarlijksch stemmen van een krediet dat aan de Regeering toelaat, eensdeels de voorzorgs- en hulpkassen gesticht ten behoeve van slachtoffers der onvrijwillige werkloosheid, anderdeels de instellingen die het kosteloos plaatsen van arbeiders ten doel hebben, aan te moedigen.

De voorzorgs- en hulpkassen ten behoeve van slachtoffers der werkloosheid werden opgericht door de syndicaten. Deze innen bijzondere bijdragen en verleenen, in geval van onvrijwillige werkloosheid, gedurende een zeker aantal dagen eene vergoeding aan den betrokken arbeider. Er worden door de gemeente (werkloozenfonds), door de meeste provincies en door den Staat aan de werkloosheidskassen subsidiën toegekend, ten einde het verleenen van aanzienlijker vergoedingen toe te laten.

De syndikale kassen en de gemeentelijke fondsen hebben nooit onderscheid gemaakt tusschen de Belgische werkloozen en die welke tot eene andere nationaliteit behooren.

Ziehier, ten andere, welke op het huidige oogenblik, aangaande de plaatsing, de toestand in ons land is.

Van de vrije arbeidsbeurzen, gesticht vóór den oorlog, hebben een groot aantal opgehouden te bestaan. Daarentegen heeft, sedert den wapenstilstand, het Departement van Nijverheid en Arbeid in de voornaamste nijverheidscentrums een dertigtal officieele beurzen ingericht, die groote diensten bewijzen. Deze verschillende instellingen zullen eerst naar een nationaal plan, daarna met de soortgelijke in het buitenland bestaande inrichtingen moeten geordend worden.

Nogmaals stelt de Regeering voor het ontwerp van Overeenkomst niet te bekrachtigen; niet dat de goedkeuring dezer overeenkomst van aard is, hetzij voor de particulieren hetzij voor de openbare machten nieuwe lasten mede te brengen, maar de Regeering is voornemens binnenkort een wetsvoorstel neer te leggen over de quaestie der werkloosheid en deze der plaatsing in hun geheel beschouwd, en zij is van meening dat de Kamers intusschen volledige vrijheid van beoordeeling moeten behouden. Het op te lossen vraagstuk is te veelzijdig en te gewichtig dan dat de Kamer zich niet zou voorbehouden het zonder belemmering in geheel zijn omvang te onderzoeken. Het is dus noodzakelijk dat de voorafgaande bekrachtiging eener internationale Overeenkomst het gebied der mogelijke oplossingen op geen enkel punt kome verkleinen.

*
* *

Men heeft zich afgevraagd of de te Washington aangenomen ontwerpen van Overeenkomst ten opzichte der grondwet mochten beschouwd worden als zijnde van gelijke waarde als de volgens de traditioneele handelwijze geteekende Overeenkomsten. Alhoewel de overeenkomsten die door de Arbeidsconferentie, onder de in deel XIII van het Verdrag van Versailles aangegeven voorwaarden, opgemaakt werden of moeten worden, slechts ontwerpen zijn, in dien zin dat er slechts eene meerderheid van twee derden der afgevaardigden vereischt is om ze te doen aannemen, en dat deze afgevaardigden niet alleen uit vertegenwoordigers der Regeeringen maar ook uit vertegenwoordigers der hoofden van ondernemingen en der arbeiders bestaan; mag men niet uit het oog verliezen dat de Overeenkomsten van Washington feitelijk door de vertegenwoordigers van 's Konings Regeering aangenomen werden terzelfder tijd als door de vertegenwoordigers der werkgevers en der werklieden. Indien noodig, had de koninklijke wil de Overeenkomsten waarvan sprake te sluiten, kunnen beschouwd worden als stilzwijgenderwijze insgelijks voortvloeiend uit het besluit door Zijne Majesteit genomen om de bevoegde Ministers te gelasten het wetsvoorstel tot bekrachtiging aan de goedkeuring van het Parlement te onderwerpen. Hoe het ook zij, elk bezwaar van grondwettelijken aard dat men te dien opzichte kon hebben, moet verdwijnen ten overstaan van de proceduur

aangenomen door de Belgische Regeering, in overeenstemming met de Fransche Regeering wier aandacht insgelijks op deze quaestie getrokken werd.

Er werd namelijk op 24 Januari 1921, te Parijs door behoorlijk benoemde gevolmachtigden eene diplomatieke akte geteekend bestemd om aan de door de Arbeidsconferentie van Washington opgemaakte ontwerpen van overeenkomst hunne uitwerking te geven. Daar deze Overeenkomsten aldus geregulariseerd werden, verzoeken wij U, Mijne Heeren, de schikkingen betreffende den ouderdom voor de toelating der kinderen tot nijverheidsarbeid, het nachtwerk der kinderen in de nijverheid en het nachtwerk der vrouwen, waarvan de bekrachtiging, zooals wij uiteengezet hebben, zonder eenig bezwaar kan geschieden, te willen goedkeuren.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

R. MOYERSOEN.



AANHANGSEL A.

OVEREENKOMST

**waarbij den ouderdom voor de toelating der kinderen tot
nijverheidsarbeid wordt vastgesteld.**

BELGIË EN FRANKRIJK.

Willende uitwerking geven aan het ontwerp van overeenkomst tot vaststelling van den minimumleeftijd voor de toelating der kinderen tot nijverheidsarbeid, aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie die van 29 October 1919 tot 29 November 1919 te Washington gehouden werd, hebben te dien einde tot hunne respectieve gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Baron DE GAFFIER D'HESTROY, buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur van Z. M. den Koning der Belgen te Parijs ;

DE PRESIDENT DER FRANSCH E REPUBLIEK :

Den heer Aristide BRIAND, Minister-President, Minister van Buitenlandse Zaken ;

Den heer Daniel VINCENT, Minister van Buitenlandse Zaken ;

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten uitgewisseld te hebben, aangaande de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL 1.

Voor de toepassing dezer Overeenkomst zullen als « nijverheidsinrichtingen » worden beschouwd :

a) allerlei mijnen, groeven en uitdelvingsbedrijven ;

b) de bedrijven waarin voortbrengselen voor den verkoop worden vervaardigd, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, voltooid, bereid, of waar stoffen eene omzetting ondergaan ; met inbegrip van den scheepsbouw, de bedrijven voor afbraak van materiel, alsmede het voortbrengen, omzetten en overbrengen van drijfkracht over 't algemeen, en van electriciteit ;

c) het bouwen, herbouwen, onderhouden, herstellen, wijzigen of afbreken van allerlei gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, havendammen, vaarten, moerriolen, gewone riolen, putten, telegraphische of telephonische inrichtingen, electrische inrichtingen, gasfabrieken, waterleidingen of andere bouwwerken, alsook de voorbereidings- en fundeeringswerken die aan bovenvermelde werken voorafgaan ;

d) het vervoer van personen of van goederen per as, per spoor of te water, met inbegrip van het laden en lossen aan dokken, kaaien, werven of stapelhuizen, met uitzondering van handvervoer.

In elk land zal de bevoegde overheid de grenslijn vaststellen tusschen de nijverheid enerzijds, den handel en den landbouw anderzijds.

ARTIKEL 2.

Kinderen onder de 14 jaar mogen noch gebruikt worden noch werken in openbare of private nijverheidsondernemingen, of in hunne aanhoorigheden, met uitzondering van deze waar alleen leden van hetzelfde gezin gebruikt worden.

ARTIKEL 3.

De bepalingen van artikel 2 zullen niet toepasselijk zijn op den arbeid van kinderen in de beroepsscholen, op voorwaarde dat deze arbeid door de openbare overheid wordt goedgekeurd en bewaakt.

ARTIKEL 4.

Ten einde het toezicht over de toepassing der beschikkingen van deze Overeenkomst mogelijk te maken, zal ieder hoofd van eene nijverheidsinrichting een register moeten houden tot inschrijving van al de door hem gebruikte personen onder de zestien jaar, met aanduiding van den datum hunner geboorte.

ARTIKEL 5.

Wat de toepassing van deze Overeenkomst op Japan betreft, worden navolgende wijzigingen aan artikel 2 toegelaten :

a) Kinderen boven de twaalf jaar zullen tot den arbeid mogen toegelaten worden indien zij hunne lagere studiën voleind hebben ;

b) Wat de reeds arbeidende kinderen tusschen twaalf en veertien jaar betreft, zullen overgangsbeschikkingen mogen aangenomen worden.

De beschikking der huidige Japansche wet waarbij kinderen onder de twaalf jaar tot sommige gemakkelijke en lichte werken worden toegelaten, zal opgeheven worden.

ARTIKEL 6.

De beschikkingen van artikel 2 zullen niet toepasselijk zijn op Indië, doch in Indië zullen de kinderen onder de twaalf jaar niet gebruikt worden :

a) In de fabrieken waar drijfkracht wordt gebruikt en waar meer dan tien personen arbeiden ;

b) In allerlei mijnen, groeven en uitdelvingsbedrijven ;

c) Voor het vervoer van personen of van goederen, in den postdient per spoor en voor de behandeling van goederen aan dokken, kaaien en werven, met uitzondering van handvervoer.

ARTIKEL 7.

De ambtelijke bekrachtigingen dezer Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien in Deel XIII van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919 en van het Verdrag van Saint-Germain van 10 September 1919, zullen aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ARTIKEL 8.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe, ze op deze onder zijne koloniën, bezittingen of protectoraten die geen volledig zelfbestuur genieten, toe te passen onder het volgende voorbehoud :

a) Dat de beschikkingen der Overeenkomst niet door de plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt;

b) Dat de wijzigingen die noodig zouden zijn om de Overeenkomst aan de plaatselijke toestanden aan te passen, aan deze Overeenkomst mogen toegebracht worden.

Elk lid zal aan het Internationaal Arbeidsbureau kennis moeten geven van zijn besluit nopens elke zijner koloniën, bezittingen of protectoraten die geen volledig zelfbestuur genieten.

ARTIKEL 9.

Zoodra de bekrachtigingen van twee leden der Internationale Arbeidsinrichting op het Secretariaat zullen geregistreerd zijn, zal de Algemeene Secretaris van den Volkenbond daarvan aan al de leden van de Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

ARTIKEL 10.

Deze Overeenkomst zal in werking treden op den datum waarop die kennisgeving door den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond zal gedaan zijn; zij zal slechts die leden binden die hunne bekrachtiging op het Secretariaat zullen laten registreeren hebben. Naderhand zal deze Overeenkomst ten aanzien van elk ander Lid in werking treden op den datum waarop de bekrachtiging van dit Lid op het Secretariaat zal geregistreerd zijn.

ARTIKEL 11.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt gaat de verplichting aan hare beschikkingen uiterlijk op 1 Juli 1922 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om die beschikkingen hunne uitwerking te doen hebben.

ARTIKEL 12.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft, mag ze opzeggen na afloop van een tijdperk van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in

werking treden der Overeenkomst, bij eene aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal hare uitwerking hebben slechts een jaar nadat zij op het Secretariaat geregistreerd werd.

ARTIKEL 13.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal, ten minste eens om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie verslag moeten uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst en zal beslissen of de quaestie der herziening of der wijziging van gezegde Overeenkomst of de dagorde der Conferentie dient opgenomen te worden.

ARTIKEL 14.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide rechtsgeldig zijn.

TER OORKONDE WAARVAN de voornoemde Gevolmachtigden deze Overeenkomst onderteekend en er hunne stempels op gedrukt hebben.

Gedaan te Parijs, den vier-en-twintigsten Januari negentien honderd een en twintig, in drie exemplaren waarvan er twee respectievelijk in het archief van de Regeering der Fransche Republiek en van de Regeering des Konings zullen bewaard worden, en waarvan het derde aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond zal gezonden worden met verzoek aan al de Staten die lid zijn van de Internationale Arbeidsinrichting van de onderteekening dezer Overeenkomst kennis te geven.

E. DE GAIFFIER,
A. BRIAND,
D. VINCENT.

AANHANGSEL B.

OVEREENKOMST**betreffende den nachtarbeid van kinderen in de nijverheid.****BELGIË EN FRANKRIJK.**

Willende uitwerking geven aan het ontwerp van Overeenkomst betreffende den nachtarbeid van kinderen in de nijverheid, aangenomen door de Internationale Arbeidseconferentie die van 29 October 1919 tot 29 November 1919 te Washington gehouden werd,

Hebben, te dien einde, tot hunne respectieve Gevolmachtigden benoemd; te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Baron DE GAIFFIER D'HESTROY, buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur van Z. M. den Koning der Belgen te Parijs ;

DE PRESIDENT DER FRANSCH E REPUBLIEK :

Den heer Aristide BRIAND, Minister-President, Minister van Buitenlandsche Zaken ;

Den heer DANIEL-VINCENT, Minister van Arbeid,

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten uitgewisseld te hebben, omtrent de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL ÉÉN.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst zullen als « nijverheidsinrichtingen » worden beschouwd :

a) Allerlei mijnen, groeven en uitdelvingsbedrijven ;

b) De bedrijven waarin voortbrengselen voor den verkoop worden vervaardigd, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, voltooid, bereid, of waar stoffen eene omzetting ondergaan ; met inbegrip van den scheepsbouw, de bedrijven voor afbraak van materieel, alsmede het voortbrengen, omzetten en overbrengen van drijfkraft over 't algemeen, en van electriciteit ;

c) Het bouwen, herbouwen, onderhouden, herstellen, wijzigen of afbreken van allerlei gebouwen, spoorwegen, tramwegen, dokken, havendammen, vaarten, inrichtingen voor de binnenscheepvaart, wegen, tunnels, viaducten, moerriolen, gewone riolen, putten, telegraphische of telephonische inrichtingen, electrische inrichtingen, gasfabrieken, waterleiding of andere bouwwerken alsook de voorbereidings- en fundeeringswerken die aan bovenvermelde werken voorafgaan ;

d) Het vervoer van personen of van goederen per as, per spoor, met inbegrip van het laden en lossen aan dokken, kaaien, werven en stapelhuizen, met uitzondering van handvervoer.

In elk land zal de bevoegde overheid de grenslijn vaststellen tusschen de nijverheid enerzijds en den handel en den landbouw anderzijds.

ARTIKEL 2.

Het is verboden 's nachts kinderen onder de 18 jaar te gebruiken in openbare of private nijverheidsinrichtingen of in hunne aanhoorigheden, met uitzondering van deze waar alleen leden van hetzelfde gezin gebruikt worden, uitgenomen in de hierna voorziene gevallen.

Het verbod van nachtarbeid zal niet toepasselijk zijn op kinderen boven de 16 jaar die in de navermelde nijverheden gebruikt worden voor werken die van zulken aard zijn dat zij noodzakelijkerwijze dag en nacht moeten voortgezet worden :

a) Yzer- en staalfabrieken; werken waarbij gebruik wordt gemaakt van terugstralings- of van regeneratieovens, en galvaniseering van plaatijzer en ijzerdraad (met uitzondering van de afbrandingswerkplaatsen);

b) Glasblazerijen;

c) Papierfabrieken;

d) Suikerfabrieken waar ruwe suiker bewerkt wordt;

e) Uitwassching van gouderts.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moet door het woord « nacht » verstaan worden eene tijdruimte van ten minste elf achtereenvolgende uren, waarin begrepen is de tijd verlopen tusschen 10 uur 's avonds en 5 uur 's morgens.

Voor de steen- en bruinkoolmijnen zal er eene afwijking mogen voorzien worden wat betreft den in de vorige paragraaf bedoelden rusttijd, wanneer er tusschen de beide arbeidstijden door den band een rusttijd van vijftien uren uren vergund wordt, doch nooit wanneer die tusschentijd minder dan dertien uren bedraagt.

Wordt door de wetten van het land nachtarbeid verboden aan heel het personeel van het broodbakkerijbedrijf, dan mag, voor dit laatste, de tijdruimte tusschen 9 uur 's avonds en 4 uur 's morgens deze vervangen die begrepen is tusschen 10 uur 's avonds en 5 uur 's morgens.

In de keerkingslanden, waar midden in den dag de arbeid gedurende eenigen tijd geschorst wordt, zal de nachtrusttijd minder dan elf uren mogen bedragen, op voorwaarde dat er gedurende den dag een compenserende rusttijd worde verleend.

ARTIKEL 4.

De beschikkingen van artikels 2 en 3 zullen niet toepasselijk zijn op den nachtarbeid van kinderen van zestien tot achttien jaar, wanneer een geval van overmacht, dat niet kon voorzien noch belet worden en dat niet van periodieken aard is, den normalen gang eener nijverheidsinrichting verhindert.

ARTIKEL 5.

Wat de toepassing van deze Overeenkomst op Japan betreft zal, tot 1 Juli 1925, artikel 2 slechts toepasselijk zijn op kinderen onder de vijftien jaar en, van bovenvermelden datum af, zal gezegd artikel slechts toepasselijk zijn op kinderen onder de zestien jaar.

ARTIKEL 6.

Wat de toepassing dezer Overeenkomst op Indië betreft, zal door het woord « nijverheidsinrichting » alleen moeten verstaan worden de « fabrieken » als zoodanig bepaald in de Indische « wet op de fabrieken » (Indian factory act), en artikel 2 zal niet toepasselijk zijn op kinderen van mannelijke kunne boven de veertien jaar.

ARTIKEL 7.

In hoogst ernstige omstandigheden en ingeval het openbare belang het vereischt, zal het verbod van nachtarbeid bij besluit der Openbare Overheid mogen geschorst worden wat betreft de kinderen van zestien tot achttien jaar.

ARTIKEL 8.

De ambtelijke bekrachtigingen dezer Overeenkomst onder de voorwaarden voorzien in Deel XIII van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919 en van het Verdrag van Saint-Germain van 10 September 1919, zullen aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ARTIKEL 9.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe ze op deze onder zijne koloniën, bezittingen of protectoraten die geen volledig zelfbestuur genieten, toe te passen onder het volgende voorbehoud :

- a) Dat de beschikkingen dezer Overeenkomst niet door de plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt ;
- b) Dat de wijzigingen die noodig zouden zijn om de Overeenkomst aan de plaatselijke toestanden aan te passen, aan deze Overeenkomst mogen toegebracht worden.

Elk lid zal aan het Internationaal Arbeidsbureau kennis moeten geven van zijn besluit nopens elke zijner koloniën, bezittingen of protectoraten die geen volledig zelfbestuur genieten.

ARTIKEL 10.

Zoodra de bekrachtigingen van twee leden der Internationale Arbeidsinrichting op het Secretariaat zullen geregistreerd zijn, zal de Algemeene Secretaris van den Volkenbond daarvan aan al de leden van de Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

ARTIKEL 11.

Deze Overeenkomst zal in werking treden op den datum waarop die kennisgeving door den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond zal gedaan geweest zijn; zij zal slechts die leden binden welke hunne bekrachtiging op het Secretariaat zullen laten registreeren hebben. Naderhand zal deze Overeenkomst ten aanzien van elk ander Lid in werking treden op den datum waarop de bekrachtiging van dit Lid op het Secretariaat zal geregistreerd zijn.

ARTIKEL 12.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt gaat de verplichting aan hare beschikkingen uiterlijk op 1 Juli 1922 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om die beschikkingen hunne uitwerking te doen hebben.

ARTIKEL 13.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft, mag ze opzeggen na verloop van een tijdperk van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst bij eene aan het Algemeen Secretariaat medegedeelde en door hetzelfde geregistreerde akte. De opzegging zal haar uitwerking hebben slechts een jaar nadat zij op het Secretariaat geregistreerd werd.

ARTIKEL 14.

De Beherraad van het Internationaal Bureau zal, ten minste eens om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie verslag moeten uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst en zal beslissen of de quaestie der herziening of der wijziging van gezegde Overeenkomst op de dagorde der Conferentie dient opgenomen te worden.

ARTIKEL 15.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide rechtsgeldig zijn.

TER OORKONDE WAARVAN de voornoemde Gevolmachtigden deze Overeenkomst onderteekend en er hunne stempels op gedrukt hebben.

Gedaan te Parijs, den vier en twintigsten Januari negentien honderd een en twintig, in drie exemplaren waarvan er twee onderscheidenlijk in het archief van de Regeering der Fransche Republiek en van de Regeering des Konings zullen bewaard worden en waarvan het derde aan den Secretaris van den Volkenbond zal gezonden worden met verzoek kennis te geven van de onderteekening dezer Overeenkomst aan al de Staten die lid zijn van de Internationale Arbeidsinrichting.

E. DE GAFFIER;
A. BRIAND;
D. VINCENT.

AANHANGSEL C.

OVEREENKOMST**betreffende den nachtarbeid van vrouwen.****BELGIE EN FRANKRIJK,**

Willende uitwerking geven aan het ontwerp van Overeenkomst betreffende den nachtarbeid van vrouwen, aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie die van 29 October 1919 tot 29 November 1919 te Washington gehouden werd,

Hebben te dien einde tot hunne respectieve Gevolmachtigden benoemd, te weten :

Zijne Majesteit de KONING DER BELGEN :

Baron de GAIFFIER d'HESTROY, buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur van Z. M. den Koning der Belgen te Parijs;

DE PRESIDENT DER FRANSCHIE REPUBLIEK :

Den heer Aristide BRIAND, Minister-President, Minister van Buitenlandsche Zaken;

Den heer DANIEL-VINCENT, Minister van Arbeid;

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten uitgewisseld te hebben, omtrent de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL ÉÉN.

Voor de toepassing dezer Overeenkomst zullen als « nijverheidsinrichtingen » worden beschouwd :

a) Allerlei mijnen, groeven en uitdelvingsbedrijven;

b) De bedrijven waarin voortbrengselen voor den verkoop worden vervaardigd, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, voltooid, bereid of waar de stoffen eene omzetting ondergaan; met inbegrip van den scheepsbouw, de bedrijven voor afbraak van materieel, alsmede het voortbrengen, omzetten en overbrengen van drijfkraft over 't algemeen, en van electriciteit;

c) Het bouwen, herbouwen, onderhouden, herstellen, wijzigen of afbreken van allerlei gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, havendammen, vaarten, instellingen voor de binnenvaart, wegen, tunnels, bruggen, viaducten, moerriolen, gewone riolen, putten, telegraphische en telephonische inrichtingen, electriche inrichtingen, gasfabrieken, waterleiding

of andere bouwwerken, alsook de voorbereidings- en fundeeringswerken die aan bovenvermelde werken voorafgaan.

In elk land zal de bevoegde overheid de grenslijn vaststellen tusschen de nijverheid eenerzijds, den handel en den landbouw anderzijds.

ARTIKEL 2.

Voor de toepassing dezer Overeenkomst moet door het woord « nacht » verstaan worden een tijdruimte van ten minste elf achtereenvolgende uren, waarin begrepen de tijd verlopen tusschen 10 uur 's avonds en 5 uur 's morgens.

In de landen waar geen enkel openbaar reglement van toepassing is op het gebruik van vrouwen gedurende den nacht in nijverheidsinrichtingen, zal door het woord « nacht » voorloopig en voor een tijdruimte van hoogstens drie jaar mogen verstaan worden, naar goedvinden der Regeering, een tijdruimte van slechts tien uren, waarin begrepen de tijd verlopen tusschen 10 uur 's avonds en 5 's morgens.

ARTIKEL 3.

Geene vrouwen, welke ook hun leeftijd zij, zullen mogen gebruikt worden gedurende den nacht in eenige openbare of private nijverheidsinrichting, noch in eenige aanhoorigheid van eene dezer inrichtingen, met uitzondering van de inrichtingen waar alleen leden van een zelfde gezin gebruikt worden.

ARTIKEL 4.

Artikel 3 zal niet toegepast worden :

a) In geval van overmacht, wanneer er in eene onderneming eene onvoorzienbare en niet periodieke bedrijfsonderbreking plaats heeft;

b) Ingeval de arbeid toegepast wordt, hetzij op grondstoffen, hetzij op in bewerking zijnde stoffen die aan zeer snel bederf zouden onderhevig zijn, wanneer zulks noodzakelijk is om het onvermijdelijk verlies van die stoffen te voorkomen.

ARTIKEL 5.

In Indië en in Siam zal de toepassing van artikel 3 dezer Overeenkomst door de Regeering mogen geschorst worden, behalve wat betreft de fabrieken (factories) zooals zij door de wet van het land bepaald zijn. Van elke der uitzonderingen zal aan het Internationaal Arbeidsbureau kennis worden gegeven.

ARTIKEL 6.

In de nijverheidsbedrijven die aan den invloed der jaargetijden onderworpen zijn, en in al de gevallen waarin uitzonderlijke omstandigheden het vereischen, zal, gedurende zestig dagen per jaar, de in artikel 8 aangeduide nachttijdruimte op tien uren mogen verminderd worden.

ARTIKEL 7.

In de landen waar het klimaat den dagarbeid bijzonder lastig maakt, mag de nachttijdruimte korter zijn dan deze vastgesteld door de bovenvermelde artikels, op voorwaarde dat gedurende den dag een compenseerende rusttijd worde verleend.

ARTIKEL 8.

De officieele bekrachtigingen dezer Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien in Deel XIII van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919 en van het Verdrag van Saint-Germain van 10 September 1919, zullen aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ARTIKEL 9.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt verbindt er zich toe ze op deze onder zijne koloniën, bezittingen of protectoraten die geen volledig zelfbestuur genieten, toe te passen onder het volgende voorbehoud :

a) Dat de beschikkingen der Overeenkomst niet door de plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt;

b) Dat de wijzigingen die noodig zouden zijn om de Overeenkomst aan de plaatselijke toestanden aan te passen, aan deze Overeenkomst mogen toegebracht worden.

Elk Lid zal aan het Internationaal Arbeidsbureau kennis moeten geven van zijn besluit nopens elk zijner bezittingen of protectoraten die geen volledig zelfbestuur genieten.

ARTIKEL 10.

Zoodra de bekrachtigingen van twee leden der Internationale Arbeidsinrichting op het Secretariaat zullen geregistreerd zijn, zal de Algemeene Secretaris van den Volkenbond daarvan aan al de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

ARTIKEL 11.

Deze Overeenkomst zal in werking treden op den datum waarop die kennisgeving door den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond zal gedaan zijn; zij zal slechts die Leden binden die hunne bekrachtiging op het Secretariaat zullen laten registreren hebben. Naderhand zal deze Overeenkomst, ten aanzien van elk ander Lid, in werking treden op den datum waarop de bekrachtiging van dit Lid op het Secretariaat zal geregistreerd zijn.

ARTIKEL 12.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt gaat de verplichting aan hare beschikkingen uiterlijk op 1 Juli 1922 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om die beschikkingen hunne uitwerking te doen hebben.

ARTIKEL 13.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft, mag ze opzeggen na afloop van een tijdperk van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst, bij eene aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal hare uitwerking hebben slechts een jaar nadat zij op het Secretariaat geregistreerd werd.

ARTIKEL 14.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal, ten minste eens om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie verslag moeten uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst, en zal beslissen of de quaestie der herziening of der wijziging van gezegde Overeenkomst op de dagorde der Conferentie dient opgenomen te worden.

ARTIKEL 15.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide rechtsgeldig zijn.

TER OORKONDE WAARVAN de voornoemde Gevolmachtigden deze Overeenkomst onderteekend en er hunne stempels op gedrukt hebben.

Gedaan te Parijs den vier en twintigsten Januari negentien honderd een en twintig, in drie exemplaren waarvan er twee onderscheidenlijk in het archief van de Regeering der Fransche Republiek en van de Regeering des Konings zullen bewaard worden, en waarvan het derde aan den Secretaris van den Volkenbond zal gezonden worden met verzoek kennis te geven van de onderteekening dezer Overeenkomst aan al de Staten die Lid zijn van de Internationale Arbeidsinrichting.

E. DE GAIFFIER.

A. BRIAND.

D. VINCENT.

AANHANGSEL D.

PROTOCOL.

De volgende Overeenkomsten, heden tusschen Frankrijk en België geteekend en overeenstemmend met de ontwerpen van overeenkomsten aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie, die van 29 October tot 29 November 1919 te Washington gehouden werd, te weten :

1^o Overeenkomst tot beperking van het aantal werkuren in de nijverheidsinrichtingen tot acht uren per dag en acht-en-veertig uren per week ;

2^o Overeenkomst betreffende de werkloosheid ;

3^o Overeenkomst betreffende de dienstverstrekkingen van vrouwen vóór en na de bevalling ;

4^o Overeenkomst betreffende den nachtarbeid van vrouwen ;

5^o Overeenkomst waarbij den minimumleeftijd voor de toelating der kinderen tot nijverheidsarbeid wordt vastgesteld ;

6^o Overeenkomst betreffende den nachtarbeid van kinderen in de nijverheid ;

zullen open blijven voor de toetreding van al de Staten die Lid zijn van de Internationale Arbeidsinrichting en die van deze toetreding aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond kennis zullen geven.

TER OORKONDE WAARVAN de ondergeteekende Gevolmachtigden dit Protocol onderteekend hebben.

Gedaan te Parijs, den vier en twintigsten Januari negentien honderd een en twintig, in drie exemplaren, waarvan er twee onderscheidenlijk in het archief van de Regeering der Fransche Republiek en van de Regeering des Konings zullen bewaard worden. Het derde zal aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond gezonden worden met verzoek er aan ieder van de Staten die Lid zijn van de Internationale Arbeidsorganisatie een gelijkvormig afschrift van te doen geworden.

A. BRIAND.

DANIEL-VINCENT.

E. DE GAIFFIER.

(ANNEXES AU N° 154)

(BIJLAGE VAN N° 154)

PROJET DE LOI

portant approbation des Conventions concernant respectivement l'âge d'admission des enfants aux travaux industriels, le travail de nuit des enfants dans l'industrie et le travail de nuit des femmes, élaborées à Washington par la Conférence Internationale du Travail, et signées à Paris, le 24 janvier 1921, par la Belgique et la France.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Vu les Conventions concernant respectivement l'âge d'admission des enfants aux travaux industriels, le travail de nuit des enfants dans l'industrie et le travail de nuit des femmes, élaborées par la Conférence Internationale du Travail qui s'est réunie à Washington, du 29 octobre au 29 novembre 1919, et signées à Paris, le 24 janvier 1921, par la Belgique et la France ;

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

WETSONTWERP

tot goedkeuring der Overeenkomsten betreffende onderscheidenlijk den ouderdom voor de toelating der kinderen tot den nijverheidsarbeid, het nachtwerk der kinderen in de nijverheid en het nachtwerk der vrouwen, opgemaakt te Washington door de Internationale Arbeidsconferentie en onderteeekend te Parijs op 24 Januari 1921 door België en Frankrijk.

Albért,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Gezien de Overeenkomsten betreffende onderscheidenlijk den ouderdom voor de toelating der kinderen tot den nijverheidsarbeid, het nachtwerk der kinderen en het nachtwerk der vrouwen, opgemaakt door de Internationale Arbeidsconferentie welke van 29 October tot 29 November 1919 bijeengekomen is te Washington, en onderteeekend te Parijs op 24 Januari 1921 door België en Frankrijk ;

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, voor te leggen.

ARTICLE UNIQUE.

Les Conventions concernant respectivement l'âge d'admission des enfants au travail industriel, le travail de nuit des enfants dans l'industrie et le travail de nuit des femmes, élaborées par la Conférence Internationale du Travail qui s'est réunie à Washington, du 29 octobre au 29 novembre 1919, et signées à Paris, le 24 janvier 1921, par la Belgique et la France, sortiront leur plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 8 février 1923.

EENIG ARTIKEL.

De overeenkomsten betreffende onderscheidenlijk den ouderdom voor de toelating der kinderen tot den nijverheidsarbeid, het nachtwerk der kinderen in de de nijverheid en het nachtwerk der vrouwen, opgemaakt door de Internationale Arbeidsconferentie welke van 29 October tot 29 november 1919 bijeengekomen is te Washington, en ondertekend te Parijs op 24 Januari 1921 door België en Frankrijk, zullen hun geheel en volkomen uitwerksel hebben.

Gegeven te Brussel, den 8ⁿ Februari 1923.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

Van 's Konings wege :

*De Minister van Buitenlandse
Zaken,*

HENRI JASPAR.

*Le Ministre de l'Industrie
et du Travail,*

*De Minister van Nijverheid
en Arbeid,*

R. MOYERSOEN.